



**Historique de la politique
en matière de garanties
(*Waarborgingsbeleid*)**
Résumé

Antea Group

Understanding today.
Improving tomorrow.

numéro de projet 0486653.100
définitif
16 janvier 2024

Historique de la politique en matière de garanties (*Waarborgingsbeleid*)

Résumé

numéro de projet 0486653.100
définitif
16 janvier 2024

Auteur

drs. T. Artz

Donneur d'ordre

Ministère néerlandais des Affaires économiques et du Climat (EZK)
Postbus 16180
2500 BD DEN HAAG

date	description	publication
16 janvier 2024	Définitif	S. Zondervan

Sommaire

1.	Introduction	4
2.	Établissement de la politique en matière de garanties (<i>Waarborgingsbeleid</i>)	5
2.1	Résumé	5
2.2	Identification des sites prometteurs potentiels dans le (premier) plan de structures pour l’approvisionnement en électricité (SEV)	5
2.3	Délimitation à cinq lieux d’implantation prometteurs pour des centrales nucléaires	7
2.4	Poursuite de la politique en matière de garanties dans le deuxième plan de structures pour l’approvisionnement en électricité (SEV II)	10
2.5	De cinq à trois sites assortis de garanties dans le cadre du troisième plan de structures pour l’approvisionnement en électricité	10
2.6	Mise à jour de la politique en matière de garanties dans le Programme de structures principales pour l’énergie (PEH) et le décret sur la qualité du cadre de vie (Besluit kwaliteit leefomgeving)	12
2.7	Politique actuelle en matière de garanties définie dans le décret sur la qualité du cadre de vie	12

1. Introduction

Dans la future infrastructure énergétique des Pays-Bas, le gouvernement considère que l'énergie nucléaire jouera un rôle important. Depuis la fin des années 1970, le gouvernement central élabore des politiques concernant les lieux potentiels d'implantation de nouvelles centrales nucléaires. Cette politique est appelée la politique en matière de garanties (*Waarborgingsbeleid*).

La politique en matière de garanties a identifié deux sites comme lieux potentiels d'implantation pour la construction de nouvelles centrales nucléaires en 2024¹. Il s'agit de Borsele/Vlissingen (région de Sloe) et Maasvlakte I, voir figure 1.

Cette politique en matière de garanties prévoit, entre autres, qu'il faut éviter tout développement qui empêcherait ou entraverait sérieusement la construction éventuelle de centrales nucléaires sur les sites. À cette fin, les exigences comprennent notamment la construction de logements dans un rayon d'un kilomètre autour de ces lieux d'implantation. La politique en matière de garanties ne réglemente pas que certains sites dans ces lieux potentiels d'implantation soient déjà réservés à des centrales nucléaires.



¹ La politique en matière de garanties est en cours de mise à jour. Cette mise à jour est décrite dans le Programme de structures principales pour l'énergie 2023 (*Programma Energiehoofdstructuur*, PEH). Le principal changement est que le site d'Eemshaven n'est plus retenu pour l'implantation de nouvelles centrales nucléaires. Le cadre juridique (décret sur la qualité du cadre de vie, *Besluit Kwaliteit Leefomgeving*) devrait être adapté en conséquence au printemps 2024.

figure 1 Lieux actuels assortis de garanties (source : projet de PEH)

2. Établissement de la politique en matière de garanties (Waarborgingsbeleid)

2.1 Résumé

À partir de la fin des années 1970, un processus de sélection en plusieurs étapes a été effectué : sur plus de 30 sites, deux sites actuels sont actuellement retenus par la politique en matière de garanties. Ce processus a débuté en 1975 avec le premier plan de structures pour l’approvisionnement en énergie (*Structuurschema Energievoorzieningen*, SEV). Ce plan a permis de sélectionner des sites potentiels pour la production d’électricité à grande échelle. Il n’y avait pas encore de distinction entre les sites pour le nucléaire et les autres modes de production d’énergie. Par la suite, en différentes étapes en 1986, 2008 et 2023/2024, plusieurs sites ont été abandonnés pour arriver aux deux sites assortis de garanties actuels.

La figure 2 présente un aperçu de cet historique. Les paragraphes suivants le décrivent plus en détail pour chaque période.

	1975 - 1980	1986	1994	2008	2023/2024
Décision	Décision fondamentale de planification Plan de structures pour l’approvisionnement en électricité	Décision fondamentale de planification Lieux d’implantation des centrales nucléaires	Décision fondamentale de planification Plan de structures pour l’approvisionnement en électricité II	Décision fondamentale de planification Plan de structures pour l’approvisionnement en électricité III	Motion de la Chambre des représentants et inclusion dans le Programme de structures principales pour l’énergie
Justification	Dans le cadre de la procédure PKB	Dans le cadre de la procédure PKB		Évaluation environnementale stratégique 2006 Évaluation appropriée Natura 2000 2007 EIE du plan SEV III politique en matière de garanties 2008	
Résultat	Sélection de 32 sites potentiels	De 29 sites à 13 « sites non inappropriés », à 5 lieux d’implantation potentiels Politique en matière de garanties applicable pour 5 sites	Pas de changements Pas de changements	Abandon des sites de <u>Moerdijk</u> et <u>Westelijke Noordoostpolderdijk</u> Politique en matière de garanties limitée à 3 sites	Abandon du site d’ <u>Eemshaven</u> Politique en matière de garanties limitée à 2 sites

figure 2 Plan du processus de prise de décision et de sélection des sites assortis de garanties

2.2 Identification des sites prometteurs potentiels dans le (premier) plan de structures pour l’approvisionnement en électricité (SEV)

La politique relative aux lieux d’implantation des centrales nucléaires trouve son origine dans le premier plan de structures pour l’approvisionnement en électricité (SEV). Ce plan de structures a été publié par les ministres de l’Économie et du Logement et de l’Aménagement du territoire en 1975. Il comprenait notamment une liste de lieux d’implantation potentiels pour les centrales électriques. Ces sites étaient potentiellement adaptés à une capacité de production totale d’au moins 1 000 MW. La sélection a été basée sur les possibilités de refroidissement (donc situées près de grandes étendues d’eau) et sur différents aspects environnementaux (tels que la sécurité, le bruit et le sol), ainsi que sur les aspects récréatifs et paysagers.

En fin de compte, la Note sur la politique énergétique (*Nota Energiebeleid*) de 1980 a retenu 32 lieux d'implantation comme potentiellement prometteurs. Ces emplacements sont indiqués dans la figure 3.

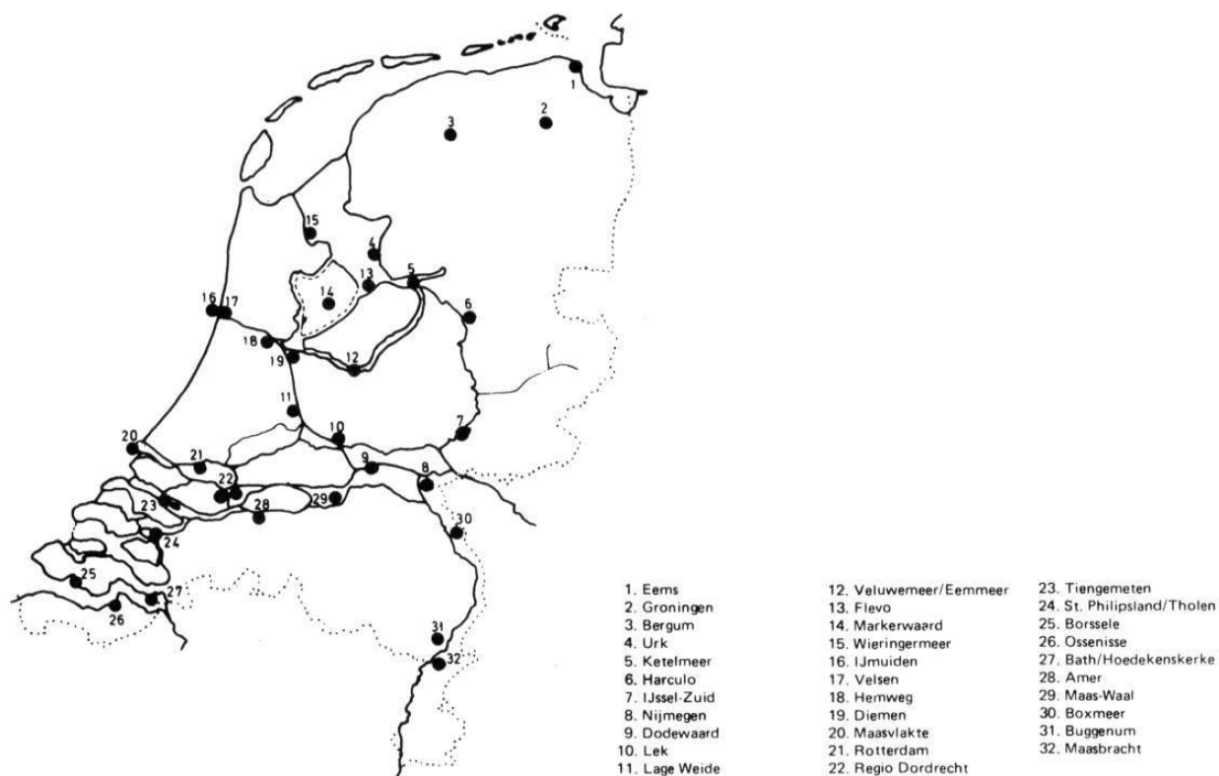


figure 3 Vue d'ensemble des 32 lieux d'implantation de centrales nucléaires (Note sur la politique énergétique, partie 3 : Alimentation en combustibles des centrales, Chambre des représentants, 15802, 1979-1980)

La partie D du plan de structures (décision du gouvernement, 1980) a limité le nombre de sites potentiellement appropriés à 29 sites. Les trois sites suivants ont été écartés pour cause d'impossibilités, sur la base d'analyses plus approfondies des critères susmentionnés et d'objections de la part d'autres autorités :

- IJssel-Sud ;
- Veluwemeer/Eemmeer ;
- Tiengemetten.

Le site de St. Philipsland/Tholen a été remplacé par le site de Moerdijk.

tableau 1 Sites possibles pour la production d'électricité à grande échelle

Sites possibles pour la production d'électricité à grande échelle			
1. Eems	9. Dodewaard	17. Velsen	25. Borssele
2. Groningen (Groningue)	10. Lek	18. Hemweg	26. Ossensisse
3. Bergum	11. Lage Weide/Utrecht	19. Diemen	27. Bath/Hoedekenskerke
4. Urk/Vestelijke Noordoostpolderdijk	12. Veluwemeer/Eemmeer	20. Maasvlakte	28. Amer
5. Ketelmeer	13. Flevo (Nord)	21. Rotterdam	29. Maas-Waal
6. Harculo/Zwolle	14. Markerwaard	22. Région Dordrecht	30. Boxmeer
7. IJssel-Zuid	15. Wieringermeer	23. Tiengemetten	31. Bruggenum/Roermond
8. Nijmegen (Nimègue)	16. IJmuiden	24. Moerdijk	32. Maasbracht

Le plan de structures ne définissait pas précisément les nouveaux sites proposés. Dans certains cas, il suffisait d'indiquer les régions où l'implantation de ces centrales pouvait être envisagée. Dans certaines de ces régions, il est possible d'installer plus d'une unité de centrale. Le plan de structures a également abordé brièvement la question de l'implantation éventuelle de centrales nucléaires. Le gouvernement a annoncé que cette question serait examinée plus en détail ultérieurement. Ce point est détaillé dans la décision fondamentale de planification (*planologische kernbeslissing*, PKB) sur les sites pour les centrales nucléaires. Ce point est décrit dans le paragraphe suivant.

2.3 Délimitation à cinq lieux d'implantation prometteurs pour des centrales nucléaires

2.3.1 Première phase de sélection : de 29 lieux d'implantation potentiels à 13 sites prometteurs

La décision fondamentale de planification (*planologische kernbeslissing*, PKB) sur les sites pour les centrales nucléaires a commencé par une proposition de politique (partie A de la PKB). Il s'agissait notamment des 29 lieux d'implantation de production d'électricité à grande échelle (capacité de production d'au moins 1 000 MW).

La sélection des 29 sites potentiellement appropriés n'était pas encore faite en fonction du combustible à utiliser. Comme les centrales nucléaires sont soumises à des considérations spécifiques, notamment en termes de sécurité, il restait 13 sites prometteurs à l'issue de la première phase du processus de sélection.

La principale raison pour laquelle les sites d'implantation potentiels ont été abandonnés à ce stade est qu'ils étaient pour la plupart situés à proximité de zones urbaines. Sur la base de ce critère, dix sites ont été immédiatement écartés comme sites prometteurs pour une centrale nucléaire :

1. Groningen (Groningue, Hunze)
2. Harculo/Zwolle
3. Nijmegen (Nimègue)
4. Utrecht
5. Hemweg (Amsterdam)
6. Rotterdam/Waalhaven
7. Région Dordrecht
8. IJmuiden
9. Velsen
10. Diemen

Le site d'Ossensisse a été écarté en raison de circonstances spécifiques. Il s'agit de l'absence de lignes lourdes à haute tension (liaison 380 kV) et de l'absence d'installations portuaires.

Les 18 sites restants ont ensuite été contrôlés par rapport à la limite de 4 500 habitants pondérés pour le secteur densément peuplé de 45° (voir l'exemple de la figure 4). Sur la base de cette analyse, cinq autres sites ont été écartés :

1. Dodewaard
2. Lek
3. Amer (Geertruidenberg)
4. Buggenum/Roermond
5. Maasbracht

D'ailleurs, pour ces sites, il a également été mentionné qu'il y aurait probablement eu des problèmes de disponibilité d'eau de refroidissement (de réserve) en quantité suffisante, ce qui aurait conduit à les écarter sur ce critère en plus du critère de population (voir Politique énergétique, partie D : note sur les combustibles, p. 281, CR 1980).

Conformément à l'aspect systématique de la décision fondamentale de planification, l'établissement des critères utilisés et de la méthode d'évaluation a fait l'objet d'une consultation et différents avis scientifiques ont été demandés, tels que ceux du Conseil de la santé et du RARO (Conseil consultatif de l'aménagement du territoire).

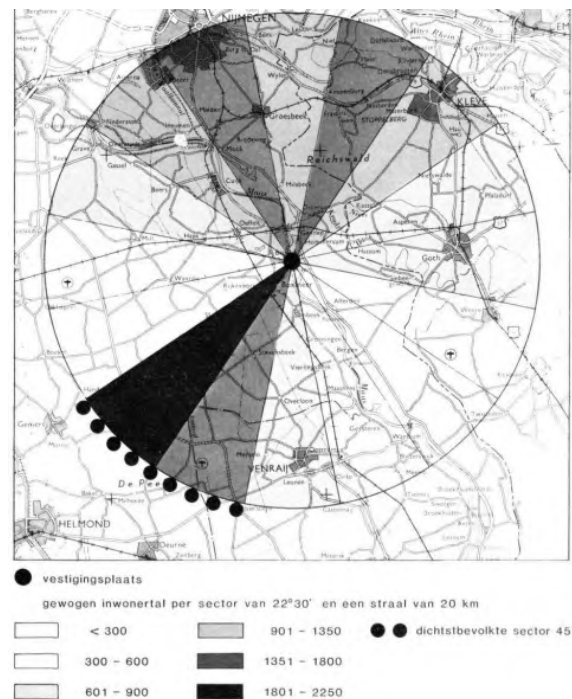


figure 4 Exemple de détermination de la densité de la population dans un secteur de 45°

2.3.2 Deuxième phase de sélection : de 13 à 5 sites appropriés

Dans la deuxième phase du processus de sélection des sites prometteurs pour les centrales nucléaires, les 13 sites restants ont fait l'objet d'un examen plus approfondi. Ces 13 sites sont énumérés dans le tableau 2.

tableau 2 Treize sites potentiels restants pour des centrales nucléaires

Sites possibles pour la production d'électricité à grande échelle			
1. Eems	9. Dodewaard	17. Velsen	25. Borsele
2. Groningen (Groningue)	10. Lek	18. Hemweg	26. Ossensisse
3. Bergum	11. Lage Weide	19. Diemen	27. Bath/Hoedekenskerke
4. Urk/Vestelijke Noordoostpolderdijk	12. Veluwemeer/Eemmeer	20. Maasvlakte	28. Amer
5. Ketelmeer	13. Flevo (Nord)	21. Rotterdam	29. Maas-Waal
6. Harculo/Zwolle	14. Markerwaard	22. Région Dordrecht	30. Boxmeer
7. IJssel-Zuid	15. Wieringermeer	23. Tiengemetten/Zuidelijke Hoeksche Waard	31. Buggenum/Roermond
8. Nijmegen (Nimègue)	16. IJmuiden	24. Moerdijk	32. Maasbracht

L'examen plus approfondi des 13 sites a été réalisé sur la base de plusieurs critères. Ces critères sont d'ailleurs encore utilisés aujourd'hui dans les lignes directrices et les protocoles de l'Agence internationale de l'énergie atomique en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). La figure 5 montre le résultat de l'évaluation finale. Dans la matrice d'évaluation, la note 3 est la meilleure et la note 1 la plus mauvaise.

	Criteria											
	Bevolkingsomvang			Ruimtelijke ordening en milieu				Technische en economische aspecten				
	Bevolkingsdichtheid	Vlootende bevolking	Totaal	Koelwater kwalitatief	Ecologie en landschap	Ruimtelijk beleid	Totaal	Aardbodem gebruik	Aanwezigheid infrastructuur	Aankoppeling aan het net	Koelwater vermogen	Totaal
1. Bath/Hoedekenskerke	2	2	2	2	2	1	2	2	2	3	2	3
2. Bergum	3	2	3	3	2	1	2	2	1	3	3	3
3. Borsele	2	2	2	1	1	1	1	3	1	3	1	2
4. Boxmeer	3	2	3	2	3	2	3	2	2	1	3	2
5. Eems	1	1	1	2	2	1	2	2	1	3	1	2
6. Flevo-Noord	1	1	1	3	1	3	3	3	2	1	1	2
7. Ketelmeer	1	1	1	3	2	1	2	2	2	1	1	1
8. Maasvlakte	2	2	2	1	2	2	2	3	1	2	1	2
9. Maas/Waal	3	2	3	2	3	2	3	2	2	2	3	3
10. Markerwaard/Houttribdijk	1	1	1	3	1	2	2	1 à 2	2	2	1	1 à 2
11. Moerdijk	3	2	3	2	2	2	2	3	1	1	3	2
12. Westelijke Noordoostpolderdijk	1	1	1	3	1	1	2	2	2	1	1	1
13. Wieringermeer	1	2	1	3	1	1	2	2	2	3	1	2

figure 5 Matrice d'évaluation de la PKB concernant les lieux d'implantation pour les centrales nucléaires (1984-1985)

Gestion des tours de refroidissement

Les tours de refroidissement n'ont pas nécessairement été exclues des analyses et de la recherche de sites prometteurs pour les centrales nucléaires. La partie a de la PKB mentionne : « Sur la base de deux unités par site, une capacité de refroidissement de 2 700 - 3 900 MWe devrait être disponible. Toutefois, compte tenu des inconvénients financiers liés à l'utilisation de tours de refroidissement, il conviendrait de privilégier les sites où de vastes possibilités de refroidissement sont disponibles dans les eaux de surface aux sites où des possibilités de refroidissement plus petites sont disponibles ou nécessitant des tours de refroidissement ». En outre, l'utilisation de tours de refroidissement nécessitera plus d'espace et aura des effets négatifs sur la qualité du paysage par endroits. Des tours de refroidissement seraient nécessaires en particulier dans les régions situées le long des rivières.

2.3.3 Établissement de sites prometteurs dans le cadre de la décision fondamentale de planification : trois sites et deux sites à étudier plus en détail

Sur la base d'un examen plus approfondi des 13 sites et de la concertation, cinq sites ont été jugés prometteurs :

- Borsele ;
- Maasvlakte ;
- Eems(haven) ;
- Westelijke Noordoostpolderdijk ;
- Moerdijk.

Pour les sites « Moerdijk » et « Westelijke Noordoostpolderdijk », il était spécifié qu'ils devaient encore faire l'objet d'une étude plus approfondie. En ce qui concerne Moerdijk, il a été indiqué, entre autres, que la densité de la population et les effets possibles sur l'eau potable suscitaient des inquiétudes. Pour le site « Westelijke Noordoostpolderdijk », différentes études ont révélé des préoccupations concernant l'approvisionnement en eau potable et la gestion générale de l'eau. La publication de la PKB le 27 janvier 1986 a achevé ce processus de planification et d'élaboration des politiques.

2.3.4 Élaboration et contenu de la « politique en matière de garanties »

Avec l'achèvement de la PKB, la politique en matière de garanties est également entrée en vigueur. Elle comprenait cinq sites, y compris une zone de 5 kilomètres dans laquelle des restrictions spatiales ont été imposées. Elle l'expliquait comme suit :

Distance	Politique
0 - 1 kilomètre	Cette politique vise à maintenir une faible densité de population et à empêcher la création d'installations pouvant entraîner la présence d'un grand nombre de personnes difficiles à déplacer.
1 - 5 kilomètres	Comme pour l'intervalle 0-1 km, des exceptions sont possibles lorsque d'autres intérêts sont en jeu.
5 - 20 kilomètres	En principe, la politique vise à permettre, dans la mesure du possible, la réalisation des projets d'aménagement du territoire existants et en cours de planification. Des mesures explicites ne s'appliquent pas dans cette région.

2.4 Poursuite de la politique en matière de garanties dans le deuxième plan de structures pour l'approvisionnement en électricité (SEV II)

La politique en matière de garanties de 1986 a été poursuivie dans le deuxième plan de structures pour l'approvisionnement en électricité de 1994. Aucune modification spécifique n'a été apportée.

2.5 De cinq à trois sites assortis de garanties dans le cadre du troisième plan de structures pour l'approvisionnement en électricité

2.5.1 *L'étude de l'EIE du plan conduit à l'abandon des sites Moerdijk et Westelijke Noordoostpolderdijk*

En 2008, les cinq sites assortis de garanties ont été examinés plus en détail dans le cadre d'une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) accompagnant le troisième plan de structures pour l'approvisionnement en électricité. Un cadre d'évaluation complet basé sur les PKB précédentes et sur l'évaluation des sites d'installations nucléaires de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a été utilisé pour ce plan d'EIE. La figure 6 présente l'évaluation finale des cinq sites. Un 0 correspond ici aussi à un score faible et un 2 à un score élevé. Sur la base de l'EIE de ce plan, l'emplacement à proximité de zones densément peuplées et les mesures de sécurité semblaient avoir obtenu de mauvaises notes, en particulier à Moerdijk. Des sujets de préoccupation concernant l'eau de refroidissement ont également été signalés. Le site « Westelijke Noordoostpolderdijk » a obtenu un score insuffisant pour les thèmes suivants : impact sur la chaîne alimentaire et impact sur les ressources en eau douce (eau potable). Les options de transport par route, par rail et par voie d'eau ont également obtenu un score négatif. Pour ces raisons, ces deux sites ont été retirés, laissant Borsele, Maasvlakte et Eemshaven comme sites assortis de garanties.

		Bors- sele	Eems	Maas- vakte	Moer- dijk	WNOP -dijk
Randvoorwaarden						
Ligging	De locatie ligt niet binnen 5 km van een dicht-bevolkt gebied	2	2	2	0	2
Veiligheid	Preventieve en rampbestrijdingsmaatregelen moeten mogelijk en uitvoerbaar blijven	2	2	2	0	2
Criteria						
In relatie tot een veilige bedrijfsvoering						
Weersomstandigheden	risico's voor stormen en tornado's, overstromingen en brand	1	2	2	2	1
Bodemstabiliteit	risico's voor aardverschuivingen, waterafvoer, aardbevingen en instortingen	2	1	2	1	2
Koelwater	beschikbaarheid koelwater	2	2	1 á 2	1	1 á 2
Explosiegevaar vanaf land en water	risico's op explosies, o.b.v. aanwezigheid gevaarlijke bedrijven en scheepvaartroutes gevaarlijke stoffen	1	1	1	1	2
Neerstortingsgevaar	neerstortingsgevaar van vliegtuigen	2	2	2	2	2
Nautische veiligheid en gevaar door olierampen	risico's door olierampen, o.b.v. ligging scheepvaartroutes, intensiteiten en het risico voor verspreiding in de richting van de locatie	1	1	1	1	1
In relatie tot de beïnvloeding van de omgeving						
Straling	- dosisbelasting bevolking (normale emissie)	2	2	2	2	2
	- transportmogelijkheden via weg, spoor, water	2	2	2	2	0
Voedselketen	gebruik van bodem en water in omgeving	1	1	1	2	0
Algemene hinder	afstanden tot nabijgelegen woongebieden	2	2	2	1	2
Vernietiging of aantasting natuurlijke waarden en natuurgebieden	Natura 2000-gebieden, Ecologische Hoofdstructuur, weidevogel en -ganzenfourageergebieden	1	1	1	1	1
Vernietiging van grote hoeveelheden (water) organismen	(water)-organismen nabij koelwaterinlaat	1	1	2	2	2
Bodem- en grondwaterverontreinigingen	milieubeschermingsgebieden (inclusief grondwater- en bodembeschermingsgebieden)	2	2	2	2	2
Verspreiding verontreinigingen	kwel of inzijsituatie, richting en snelheid grondwaterstromingen	2	2	2	2	2
Lozing koelwater op zoetwatervoorraad	oppervlaktewater, dat wordt gebruikt als zoetwatervoorraad	2	2	2	2	0
Mogelijkheden om koeltoren achterwege te kunnen laten	aard en hoeveelheid koelwater in omgeving	2	2	1	1	1
Aantasting archeologie en cultuurhistorie	aanwezigheid van archeologisch en cultuurhistorisch waardevolle gebieden en structuren	2	2	2	2	2
Aantasting landschappelijke waarden	het landschap in de omgeving	1	1	2	2	1

figure 6 Tableau d'évaluation EIE du plan 2008 pour les cinq sites

2.5.2 Maasvlakte II envisagé comme option, mais pas d'inclusion dans la politique en matière de garanties

La PKB *Project Mainportontwikkeling Rotterdam* (2006) indique que la récupération de terres (terre-plein) de Maasvlakte II fournit principalement de l'espace pour les activités liées à la haute mer, telles que le stockage et le transbordement de conteneurs à grande échelle et les activités de distribution qui y sont directement liées. En outre, la récupération des terres de Maasvlakte II peut offrir un espace pour la chimie à grande échelle liée aux fonds marins.

La PKB indique explicitement la possibilité que d'autres activités aient lieu dans la zone Maasvlakte II dans des circonstances particulières et après un examen approfondi. En raison des restrictions imposées par la mise en

place de Maasvlakte II en termes de rejets d'eau de refroidissement de Maasvlakte I, l'implantation de centrales électriques sur Maasvlakte II est soumise à des « circonstances particulières », comme indiqué dans la PKB Project Mainportontwikkeling Rotterdam (2006). Elle précise que, par exemple, les centrales électriques sont possibles avec les précautions nécessaires, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :

- Dans quelle mesure des sites alternatifs sont disponibles ;
- Dans quelle mesure l'installation sur les terres récupérées apporte un gain significatif en termes de qualité de vie (éventuellement ailleurs) ;
- Dans quelle mesure l'installation offre un avantage significatif au niveau du cluster ;
- Dans quelle mesure ces avantages ne se font pas au détriment d'une part disproportionnée ou injustifiable de l'espace réservé aux activités en eaux profondes ;
- Le point de départ est un coût intégral.

Trois sites prometteurs avaient déjà été identifiés dans le troisième plan de structures pour l'approvisionnement en électricité (SEV III). Il n'était donc pas nécessaire d'y ajouter le Maasvlakte II, d'autant plus que, sur le plan politique, cela permettait de considérer le Maasvlakte II comme une alternative raisonnable s'il s'avérait par la suite que les autres sites n'étaient pas suffisamment prometteurs.

2.6 Mise à jour de la politique en matière de garanties dans le Programme de structures principales pour l'énergie (PEH) et le décret sur la qualité du cadre de vie (Besluit kwaliteit leefomgeving)

Le (projet de) Programme de structures principales pour l'énergie (PEH) pour 2023 a réaffirmé la politique en matière de garanties pour Borsele et Maasvlakte I. Il en ressort que l'objectif est de construire deux nouvelles centrales nucléaires (réacteurs de génération III+) d'une capacité combinée d'environ 3 GW d'ici à 2035. Par ailleurs, Eemshaven a été retiré de la liste des sites assortis de garanties.

Le retrait d'Eemshaven en tant que site assorti de garanties trouve son origine dans une consultation législative du 4 mars 2021. Une motion y a été adoptée, selon laquelle Eemshaven devrait être retiré en tant que site assorti de garanties. En outre, la Chambre affirme ne pas prévoir de centrale nucléaire dans la province de Groningue. La raison invoquée dans la motion est que les effets de l'extraction de gaz sont encore importants et les tremblements de terre n'ont pas cessé à Groningue.

2.7 Politique actuelle en matière de garanties définie dans le décret sur la qualité du cadre de vie

La politique actuelle en matière de garanties est définie à l'article 5.158 du décret sur la qualité du cadre de vie (garantie des sites des centrales nucléaires). Elle identifie (à partir du printemps 2024) les deux sites assortis de garanties et les définit géographiquement. Les règles suivantes s'appliquent également :

Dans la mesure où un plan environnemental s'applique à un site pour une centrale nucléaire et à la zone située dans un rayon d'un kilomètre autour de ce site, le plan environnemental n'autorise pas :

- a. la construction de bâtiments résidentiels, lorsque le nombre d'habitants de la zone dépasse en conséquence 5 000 ; et
- b. la construction ou l'aménagement d'autres bâtiments vulnérables ou très vulnérables ou sites vulnérables, à l'exception d'une centrale nucléaire sur le site et de bâtiments vulnérables ou très vulnérables ou de sites vulnérables qui, de l'avis de l'autorité compétente, sont nécessaires pour la zone ou pour une activité autorisée dans la zone.

À propos d'Antea Group

Antea Group compte 1 500 ingénieurs et consultants fiers de leur travail. Ensemble, nous construisons chaque jour un environnement de vie sûr, sain et pérenne. Vous y trouverez les meilleurs spécialistes en la matière aux Pays-Bas, ainsi que des solutions innovantes en matière de données, de détection et d'IT. Nous contribuons ainsi au développement d'infrastructures, de zones résidentielles ou d'ouvrages hydrauliques. Mais aussi aux questions relatives à l'adaptation au changement climatique, à la transition énergétique et à la mission de remplacement. De la recherche à la conception, de la réalisation à la gestion : nous apportons les connaissances adéquates pour chaque mission. Nous pensons de manière critique et toujours dans l'optique d'obtenir le meilleur résultat ensemble. Nous anticipons ainsi les questions d'aujourd'hui et les solutions de demain. Depuis déjà 70 ans.

Données de contact

Monitorweg 29
1322 BK Almere
Postbus 10044
1301 AA Almere
E. info@Anteagroup.nl

Copyright © 2024

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite et/ou publiée par impression, photocopie, voie électronique ou tout autre moyen sans l'autorisation écrite des auteurs.

Les informations contenues dans ce rapport sont destinées uniquement au(x) destinataire(s) et peuvent contenir des informations personnelles ou confidentielles. L'utilisation de ces informations par des personnes autres que le(s) destinataire(s) et par des personnes qui ne sont pas habilitées à connaître ces informations n'est pas autorisée. Les informations sont destinées à être utilisées uniquement par le destinataire, dans le but pour lequel ce rapport a été produit. Si vous n'êtes pas le destinataire ou si vous n'avez pas le droit de savoir, la divulgation, la multiplication, la distribution et/ou la fourniture de ces informations à des tiers n'est pas autorisée, sauf après accord écrit d'Antea Group et il vous est demandé de supprimer les données et de le signaler immédiatement à security@anteagroup.nl. Les tiers, ceux qui ne sont pas des destinataires, ne peuvent tirer aucun droit de ce rapport, sauf après consentement écrit d'Antea Group.

www.anteagroup.nl